

La Chambre regrette que les conseillers de Votre Excellence continuent de faire preuve d'indifférence vis-à-vis du bien-être économique et social des Canadiens à faible revenu et à revenu moyen et de mépris pour les institutions démocratiques du Canada en n'honorant pas les engagements pris envers la population canadienne à l'égard de la mise en oeuvre de l'accord commercial Canada—États-Unis, en abandonnant les travailleurs agricoles, forestiers et du secteur des pêches, en ne tenant aucun compte de la dangereuse accélération de la concentration des entreprises, en refusant de prendre promptement des mesures énergiques pour garantir l'accès du public au réseau canadien de transport et la sécurité du réseau, en déclinant toute responsabilité à l'égard des soins de santé, du logement et des citoyens du troisième âge, en ne protégeant pas les minorités partout au Canada, en se désintéressant du rôle du fédéral en matière de développement de la recherche et de développement technologique et économique, ainsi qu'en se soustrayant à l'autorité de la Chambre des communes en ce qui concerne la dépense de fonds publics et en présentant au Parlement un programme dénué de tout contenu hormis la claire volonté de démanteler le système de sécurité sociale tout en imposant un régime fiscal injuste et oppressif.

Des voix: Bravo!

• (1630)

M. le vice-président: L'amendement me semble réglementaire.

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Je pense, monsieur le Président, et je ne crois vraiment pas être le seul de cet avis, qu'un discours du Trône devrait être un appel lancé à tous les Canadiens pour qu'ils s'unissent, pour qu'ils cherchent, s'ils n'y parviennent pas immédiatement, à surmonter de façon équitable nos problèmes communs. Ce devrait être un défi lancé au pays d'atteindre à plus d'équité, à plus de justice. Il devrait briller autant par la clarté et l'équilibre de son action économique que par la noblesse de ses objectifs.

Au lieu de cela, le gouvernement nous donne un discours du Trône étudié pour ne profiter qu'à une partie de la collectivité canadienne, au détriment des Canadiens du reste du pays.

Je dis, et j'entends bien faire voir dans le reste de mon discours de cet après-midi, que si le gouvernement a disposé de l'appui financier systématique des milieux d'affaires durant la campagne électorale de l'automne dernier, les gens qui ont donné leur voix au parti conservateur ou aux autres, c'étaient des infirmières, des pêcheurs, des mineurs, des bûcherons, des sidérurgistes, des employés de banque, des ménagères.

Le gouvernement actuel qui a présenté ce discours du Trône a été élu par l'ensemble de la population, et ce gouvernement élu par l'ensemble de la population devra apprendre qu'il lui faut défendre les intérêts de l'ensem-

ble de la population plutôt que de servir une simple minorité de privilégiés et de puissants.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Comme après l'élection de 1984, le gouvernement dévoile soudain un programme secret. Après 1984, nous avons eu l'Accord commercial. Comme tous les Canadiens le savent, il n'avait pas du tout été question d'accord commercial pendant la campagne électorale 1984. L'élection de 1988, a été ponctuée de promesses faites non seulement par le premier ministre du Canada (M. Mulroney) mais par des candidats qui sont maintenant députés conservateurs: promesses de croissance économique, de développement régional et d'équité fiscale.

Et maintenant ce qu'on nous donne, c'est une politique de coupures, de réductions, de relèvements d'impôt qui frappent les simples Canadiens de tous les coins du pays. Au lieu d'inspirer les Canadiens par un vibrant appel à promouvoir la justice, ce discours du Trône va faire carrément le contraire. Il va rappeler aux Canadiens ce que les sondeurs conservateurs leur avaient dit avant l'élection, ce qu'ils avaient toujours soupçonné, c'est-à-dire que le parti conservateur n'a pas des politiques et des programmes conçus pour profiter à la majorité. Le gouvernement conservateur se fixe pour objectif de favoriser tous ceux qui ont déjà trop de pouvoir et d'influence dans notre société.

Je puis vous dire maintenant, chose que la Chambre d'ailleurs a déjà constatée ces 24 dernières heures, que les députés néo-démocrates élus à l'automne de 1988—ayant vu en particulier ce discours du Trône et appris au cours des semaines écoulées, quel est le vrai programme du parti conservateur—n'ont nulle intention de se croiser les bras et de le laisser faire. Nous allons combattre avec la dernière vigueur tous les projets de loi et les postes budgétaires qui découleront de ce discours du Trône au cours des semaines qui viennent.

Les Conservateurs n'ont pas seulement renié les promesses qu'ils ont faites dans tant de régions à l'automne de 1988. Ils n'ont pas non plus donné suite, contrairement à ce que certains d'entre nous pouvaient croire, à leurs engagements les plus fondamentaux. Pendant la campagne électorale et depuis, dans les débats qui se sont déroulés à la Chambre des communes durant la période des fêtes, le gouvernement a promis, pour contrer les quelques conséquences fâcheuses que le grand accord commercial pourrait, en effet, avoir pour certains secteurs de l'économie, de mettre en oeuvre un programme d'assistance aux hommes et aux femmes mis à pied et de venir en aide aux collectivités touchées.